

**CONGRÈS NATIONAL
DE L'ANACR
5 au 7 NOVEMBRE 2004
A GRENOBLE**

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDÉ DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1158-1159 - MARS-AVRIL 2004

DEUX DATES D'HONNEUR DE LA FRANCE

LE 27 MAI ET LE 18 JUIN



CHARLES DE GAULLE ET JEAN MOULIN. "...L'espérance doit-elle disparaître? La défaite est-elle définitive? Non!... Moi, Général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi... Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas..." Cet appel du général de Gaulle, le 18 JUIN 1940, à la B.B.C, ce jour peu entendue en France même, aura une grande portée historique : à l'origine de la France Libre, il maintiendra la France au sein des nations alliées en lutte contre le nazisme. Le 20 juin 1940, à Rouen, dans la France occupée, un isolé sabote les lignes téléphoniques entre la Kommandantur et le terrain d'aviation de Boos, il sera fusillé le 6 juillet suivant. C'est là l'un des tous premiers actes de résistance du peuple de France qui, dès l'automne 1940, vont se multiplier et commencer à s'organiser au sein de mouvements, réseaux, partis et syndicats clandestins que, le 27 MAI 1943, Jean Moulin unifiera au sein du Conseil National de la Résistance. La Résistance - au singulier et avec un "R" majuscule - se place lors de cette réunion constitutive du CNR sous l'autorité du CFLN dirigé par le général de Gaulle, lequel désormais peut parler au nom de tous les patriotes et résistants au nazisme, qu'ils soient à l'extérieur ou à l'intérieur de la France.

Voici maintenant des années que nous avons entrepris une action vigoureuse en direction de Pouvoirs publics, en vue d'obtenir l'institution d'une Journée Nationale de la Résistance chaque 27 mai, date anniversaire de la création du Conseil National de la Résistance sous la présidence de Jean Moulin.

Nos adhérents, nos "Amis" ont multiplié les interventions en ce sens auprès des représentants tant des instances représentatives nationales que locales, l'accueil rencontré chez les élus de tous niveaux - parlementaires, conseillers régionaux et généraux, maires et municipalités - et de toutes tendances politiques, qui par centaines ont exprimé explicitement leur accord avec notre démarche, lui apporte s'il en était besoin une légitimité supplémentaire. C'est là une action que nous poursuivrons tant que nécessaire.

Toutefois, à ce jour nous n'avons pas réussi à convaincre nos interlocuteurs gouvernementaux qui, après diverses argumentations dilatoires successives au fil des années, se réfugient aujourd'hui derrière l'absence d'accord entre toutes les associations de Résistants concernées. "Accordez-vous d'abord sur une date !" : Nous avons depuis quelque temps souvent été confrontés à cette réponse...

Ce non accord, qui n'est pas à mon avis un désaccord sur le fond, est cependant réel. Il découle à mon sens d'un malentendu : nos camarades des F.F.L. - mais pas seulement eux - craignent que l'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance le 27 mai ne relativise la signification du 18 juin. Tel n'est évidemment pas notre but, d'autant plus que l'histoire démontre sans ambiguïté - et cela ressort clairement des "Mémoires" du général de Gaulle - qu'il y a complémentarité entre ce que signifient historiquement les deux dates du 18 juin 1940 et du 27 mai 1943. Tant il est évident que, sans le 18 juin, il n'y aurait pas eu de 27 mai, mais aussi que, sans ce qu'a représenté le 27 mai 1943, c'est-à-dire l'appui de la Résistance intérieure à la France Libre et à son chef, la portée du 18 juin aurait été limitée voire escamotée par les intrigues giraudistes bénéficiant de la complaisance de nos alliés.

En cette année du 60^e anniversaire de la Libération, moins que jamais, les deux dates du 18 juin et du 27 mai ne peuvent être opposées : il y a 60 ans, aux côtés des forces alliées, les Forces Françaises Libres, conjointement à l'Insurrection Nationale conduite par le CNR, participèrent à la Libération de notre pays du joug de l'occupant et de ses valets.

Un peuple - et plus particulièrement sa jeunesse - a besoin de repères : associer dans la mémoire collective, le 18 juin, Journée Nationale de la France libre, et le 27 mai, Journée Nationale de la Résistance, lui en donnerait d'exemplaires. Nous en faisons solennellement la double proposition, et l'année du 60^e anniversaire de la Libération serait particulièrement propice à une double réponse positive des Pouvoirs publics.

C'est dans l'union que le peuple français a toujours puisé la force de répondre aux défis de l'Histoire. Tel est au-delà de toute autre préoccupation le sens du combat et des propositions de l'ANACR.

Robert CHAMBEIRON
Président-délégué de l'ANACR
Secrétaire général-adjoint du CNR

TRANSMETTRE A LA JEUNESSE LES VALEURS DE LA RESISTANCE



MONTÉLIMAR, LE 23 JANVIER, plusieurs centaines de lycéens et collégiens au rendez-vous de la Résistance... (p.2)

SOUSCRIPTION NATIONALE

Association Nationale des
Anciens Combattants de la
Résistance (A.N.A.C.R.)

BON de SOUTIEN

2004 -

Conservez ce bon. Il peut vous faire attribuer un des nombreux cadeaux dont la répartition aura lieu par tirage au sort. La liste en sera publiée dans le numéro de septembre-octobre 2004 du « Journal de la Résistance - France d'abord ».

Donner à l'ANACR les moyens de vivre et de lutter pour les idéaux de la Résistance ! Chaque année, l'effort financier fiat par les adhérents et par les amis de l'ANACR en souscrivant les bons de soutien, en les diffusant autour d'eux, est une aide précieuse, irremplaçable pour notre Association. Les talons des bons de soutien pourront être, accompagnés de leur règlement, renvoyés au siège national jusqu'au 30 septembre

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Les Amis de la Résistance (ANACR).
- P. 3 : Droits : justice et équité - Le 27 mai.
- P. 4 et 5 : Les Alliés et la France libre - Une loi pour Papon... ?
- P. 6 et 7 : La vie de l'Association. Nos deuils.
- P. 8 : Livres - Résistance et philatélie.

LES « AMIS DE LA RESISTANCE (ANACR) » • LES « AMIS DE LA RES



Le 3 avril dernier s'est tenue à Paris la réunion statutaire annuelle de la Commission nationale des "Amis", élue en avril 2003 lors de la réunion constitutive de l'Association Nationale des Amis(e)s de la Résistance (ANACR), en présence d'un délégué du bureau national de l'ANACR comprenant Louis Cortot, compagnon de la Libération, Franck Béziade, trésorier national et Jacques Weiller, secrétaire du Bureau National. Après une intervention introductive de Jacques Varin prirent notamment part à la discussion Paul Calmels (Haute-Loire), Pierrette Catusse (Val-d'Oise), Michel Colas (Seine-saint-Denis), André Curculosse (Landes), Robert David (Morbihan), Bernard Delaunay (Corrèze), Jean-

Philippe Demay (Yonne), Guy Deschamps (Eure), Andrée Fay (Gironde), Robert Foreau-Fenier (Aisne), Colette Gaidry (Haute-Saône), André Leudet (Eure), Odile Marcou-Duret (Corrèze), Pierre Martin (Côte-d'Armor), Jean-Jacques Mergem (Marne), Robert Missout (Haute-Vienne), Mireille Monier-Lovie (Drôme), Anne-Marie Montaudon (Haute-Vienne), Colette Pallares (Libé-PTT), Robert Perrier (Savoie), Marie-Jo Pivier (Corrèze), Antoine Poletti (Corse-du-Sud), Jean-Paul Riffault (Paris), Solange Rodrigues (Alpes-Maritimes), Charles Sancel (Libé-PTT), Christiane Tardif (Essonne), Nicole Zerline (Oise). Nous publions ci-dessous un extrait de l'intervention introductive de Jacques Varin :

"La décision prise l'an dernier de créer l'Association Nationale des Amis de la Résistance (ANACR) nous a donné des possibilités nouvelles, en particulier de reconnaissance de la part des structures officielles. D'ores et déjà, dans plusieurs départements des "Amis de la Résistance(ANACR)" sont entrés dans les jurys départementaux du Concours de la Résistance et de la Déportation, dans les Alpes-Maritimes, par exemple, la présidente du Jury est une "Amie de la Résistance", présidente départementale des "Amis" et membre associée de notre Conseil national de l'ANACR. Des "Amis" sont désormais aussi présents dans des Comités d'Entente départementaux, dans des structures départementales de l'UFAIC, dans le Conseil d'administration de quelques ODAC. Notre volonté d'être présents dans ces structures pour y pérenniser celle de l'ANACR découle de l'importance de notre Association, aujourd'hui sans conteste la plus importante - et de très loin - de toutes celles qui se réclament de la Mémoire de la Résistance. Et la plus nationale par son implantation : dans 24 départements, nous comptons au 31 décembre 2003 moins de 50 "Amis", nous en avons de 50 à 100 dans 23 autres, de 101 à 199 adhérents dans 16, de 200 à 300 dans les Côtes-d'Armor (200), le Rhône (203), le Morbihan (207), la Seine Saint-Denis (209), la Drôme (213), l'Allier (222), l'Indre (235), l'Amicale Libé PTT : (236), l'Aube (257). Nous avons plus de 300 adhérents dans 9 départements : en Seine-et-Marne, d'un comité local/de facto départemental à Manosque dans les Alpes-de-Haute-Provence ; en Haute-Loire, il y a eu l'amorce de la mise en place d'un comité départemental d'Amis, qui se concrétise en ce début d'année 2004. Des comités ont été réorganisés de manière prometteuse. Les chiffres d'adhérents et le niveau de structuration

création de l'Association Nationale des Amis" n'a pas été un coup de baguette magique ayant tout changé : nous avons encore une dure bataille à mener pour continuer à recruter de nouveaux "Amis" et fidéliser les "Anciens", créer de nouveaux groupes locaux d'"Amis", structurer de nouveaux groupes départementaux. Mais, ce chiffre final 2003 est un élément de confiance pour l'avenir, car nous sommes confrontés à une situation objective pouvant - ce que nous avons réussi à éviter - tirer nos effectifs vers le bas. En effet, dans un grand nombre de départements, les "Amis" ne sont pas organisés en groupes locaux - et même dans la dizaine où nous sommes notablement décentralisés en groupes locaux, leur maillage n'est pas aussi fin que celui des Comités locaux de l'ANACR, ce qui fait que le placement des cartes d'"Amis" et la collecte des cotisations s'y fait par le canal de ces comités locaux de l'ANACR. Or, le maintien de l'activité voire de l'existence de certains comités ANACR devient parfois problématique, du fait de la disparition ou de l'invalidité de leurs animateurs. D'où la nécessité de certes d'apporter notre aide à ces comités de l'ANACR mais aussi pour le plus long terme de développer la mise en place des groupes locaux et départementaux d'"Amis". L'année 2003 aura vu la création des Groupes départementaux d'"Amis" en Ardèche, dans le Vaucluse, en Seine-et-Marne, d'un comité local/de facto départemental à Manosque dans les Alpes-de-Haute-Provence ; en Haute-Loire, il y a eu l'amorce de la mise en place d'un comité départemental d'Amis, qui se concrétise en ce début d'année 2004. Des comités ont été réorganisés de manière prometteuse. Les chiffres d'adhérents et le niveau de structuration

ne sont pas les seuls critères d'appréciation, l'activité en est aussi importante. La page 2 du Journal de la Résistance mais aussi les comptes-rendus des manifestations liées à la commémoration de la création du CNR le 27 mai 1943 ont mis en évidence une réelle activité dans de nombreux départements. Elle devra se développer en ces deux années - 2004 et 2005 - des 60èmes anniversaires...".
Sont en effet importantes les tâches qui sont les nôtres, face au négationnisme, à la falsification ou l'approximation historique à la banalisation de la Collaboration, ce qu'on traduit les indulgences coupables à l'égard de Papon, les menaces contre le 8 mai. Il y a l'action persévérante que nous devons continuer de mener pour l'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance le 27 mai, la nécessité d'être pleinement présents lors des commémorations des 60èmes anniversaires de la Libération et de la Victoire.
Nous avons l'an dernier créé l'Association nationale des Amis de la Résistance (ANACR) en affirmant statutairement ses liens identitaires avec l'ANACR, ses références communes avec l'ANACR aux valeurs de la Résistance et en premier lieu au Programme du Conseil de la Résistance, ainsi que la même conception du pluralisme, à l'image de ce que fut celui de la Résistance.
En effet, si nos adhérents ont toute latitude pour s'engager s'ils le souhaitent dans les associations, syndicats et partis politiques démocratiques et républicains de leur choix, tant l'ANACR que les "Amis de la Résistance" ne sauraient s'identifier à tel ou tel d'entre eux. Et lorsque, exceptionnellement, nous sommes amenés à prendre positions dans des domaines qui ne sont pas de notre spécificité qui est la bataille pour la

mémoire et les valeurs de la Résistance, comme ce fut le cas lors du 2ème tour de l'élection présidentielle de 2002 pour faire barrage à Le Pen ou quand le conflit menaçait en Irak, c'est avec un souci de large consensus dans nos rangs.
Plus récemment, sur les questions de la laïcité - la question a été posée en Conseil National de l'ANACR en novembre dernier - ou les questions politiques et sociales - à propos de diverses initiatives situées dans le champ politique autour du 60ème anniversaire du Programme du CNR - nous avons, ANACR et Amis, été amenés à rappeler notre spécificité : deux associations de mémoire des combats et valeurs de la Résistance, de lutte contemporaine contre le fascisme à partir de cette expérience et de ces valeurs. Cela nous permet, dès lors que l'on a le souci du pluralisme bien sur, de rassembler en notre sein sur ces bases des femmes et des hommes pouvant se situer sur tout l'éventail des courants démocratiques, de la gauche à la droite en passant par le centre.
Ce sont là des questions fondamentales d'orientation, fondatrices de l'identité de l'ANACR et de l'Association des "Amis", qu'il nous faudra d'autant plus rappeler que nous nous développerons en intégrant en notre sein de nouveaux adhérents qui, évidemment, viendront sans avoir derrière eux l'acquis de plusieurs années de réflexion commune et de maturation en commun avec l'ANACR de nos orientations.
Lors de nos premières Assises nationales, à l'automne 2005, nous aurons à réaffirmer clairement cette démarche en même temps qu'ils devront être le lieu de la mutualisation de nos expériences, de la définition de nos objectifs en même temps que d'élection de nos organismes de Direction nationale."

DRÔME : LE TEMOIN ET L'HISTORIEN



Marc Ferro entre Jean Lovie et Mireille Monier-Lovie

C'est sous cette problématique que les "Amis de la Résistance (ANACR)" avaient invité le 23 janvier dernier à Montélimar l'historien Marc Ferro, en tant qu'historien bien sûr - dont l'émission "Histoires parallèles" sur Arte a captivé tous ceux qui s'intéressaient à l'histoire de la seconde Guerre mondiale - mais aussi et surtout en tant que jeune résistant combattant du Vercors en 1944 et participant à la libération de Lyon avec le 6ème bataillon de Chasseurs alpins.
Cette venue de Marc Ferro à Montélimar s'inscrit dans la continuité des initiatives de même nature prises depuis plusieurs années par les "Amis(e)s de la Drôme" : ainsi l'an dernier avaient été accueillis Jean-Pierre Vernant et Jacques Delarue, les années précédentes des personnalités de la Résistance et de la Déportation telles Robert Chambeiron, Henri Rol-Tanguy, Marie-Jo Chombart de Lauwe, Denise Verney, Pierre Sudreau, Lise London, Lucie et Raymond Aubrac...
Cette année, c'était un "potache qui parlait aux potaches" : c'est ainsi que le Dauphiné Libéré a présenté la rencontre entre Marc Ferro et 400 élèves des collèges et lycées de Montélimar, réunis ce vendredi matin dans l'auditorium Michel-Petruciani pour écouter Marc Ferro évoquer "La Résistance intérieure et la France libre", en s'appuyant précisément sur sa propre expérience de "potache" qu'il était en 1940 au lycée

Champollion, de Grenoble. Marc Ferro, inséparablement témoin, acteur et pédagogue rappela à son jeune public des réalités méconnues : Pétain était au début de l'Occupation un personnage populaire, les soldats allemands semblaient alors invincibles, toutes choses qui rendaient difficiles les débuts de la Résistance.
Avec plusieurs de ses camarades du Lycée Champollion désireux de "faire quelque chose", il participa à la mise sur pied d'un mini-réseau de Résistance malheureusement rapidement démantelé. Marc Ferro et un autre camarade échappèrent à la rafle : ce fut le début de la clandestinité et l'arrivée au maquis dans le Vercors.
Un lieutenant, ayant appris sa qualité d'étudiant en Histoire-géographie, le fit affecter à l'état-major, comme téléphoniste et spécialiste des cartes, faisant de lui un témoin privilégié, y compris de l'attaque qui conduisit à la chute de ce bastion de la résistance qu'était le Vercors : Ce témoin - aussi l'historien - s'inscrit en faux contre certaines idées reçues : "Il est faux de croire que c'est l'invasion par planeurs qui a assuré le succès allemand. Au moment de leur arrivée, le Vercors était déjà écorché par l'assaut mené par les troupes terrestres depuis plusieurs jours". La cause de la tragédie, il la voit dans un malheureux contretemps, celui du débarquement de Provence, à l'origine programmé à la date du 14 juillet 1944 et qui fut retardé en août.

Le Vercors tombé, ce fut pour ceux qui échappèrent à la nasse allemande, la fuite dans les montagnes. L'exfiltration aboutira à l'intégration de Marc Ferro au 6ème bataillon de chasseurs alpins lors de la libération de Grenoble, puis sa participation à la marche pour libérer Lyon. Et puis Marc Ferro reprit les études qui lui permirent de devenir l'historien mondialement reconnu qu'il est aujourd'hui.
Cette renommée, avec la qualité habituelle de ce rendez-vous annuel des "Amis de la Résistance", contribua sans nul doute à faire que le soir du 23 janvier, l'auditorium Michel-Petruciani était à nouveau plein pour la soirée "tous publics". Comme il l'avait fait devant les scolaires, Marc Ferro souligna à nouveau qu'il témoignait ainsi pour la première fois sur sa Résistance, ayant longtemps eu l'impression qu'était privilégié le rôle de la France Libre par rapport à celui de la Résistance intérieure.
Pendant cette journée consacrée à cette Résistance dans tous ses aspects et à laquelle participa Jean Buisson, président départemental de l'ANACR, Marc Ferro, accompagné de Mireille Monier-Lovie, présidente départementale des "Amis de la Résistance (ANACR)", et de Jean Lovie, président du groupe de Montélimar des "Amis", fut reçu par Franck Reynier, maire de la cité, à l'Hôtel-de-ville où il signa le "Livre d'or".

CORSE : 3^e CYCLE DU FILM "RESISTANCE"

Pour la 3^{ème} année consécutive s'est déroulé du 12 au 18 avril dernier à Porticcio et à Ajaccio le Cycle du film "Résistance", né d'une initiative des "Amis de la Résistance (ANACR)" de Corse du Sud, appuyée par l'ANACR et qui a pris toute sa dimension grâce à une étroite coopération et un partenariat amical avec l'association culturelle "Ciné 2000" et la CCAS-CMCAS de Corse, dont le Centre de Loisirs "Marina" de Porticcio a été le cadre principal de la projection des films et des débats, en même temps qu'il hébergeait dans un cadre agréable et fonctionnel de nombreux participants venus du continent ou de Haute-Corse, tel Louis Galisti, membre du Bureau National de l'ANACR.
Le "Cycle 2004" a abordé plusieurs thèmes : la Résistance en Corse (documentaire : "Des coups de feu dans la ville"), les camps et la Déportation (films : "Au revoir les enfants", "Nu parmi les loups", "Le Vieil homme et l'enfant"), la Guerre d'Espagne (films : "Mourir à Madrid", "Land and Freedom", documentaire : "Les Corsees dans les Brigades internationales"), la lutte en Afrique du Nord et ses prolongements (films : "Un taxi pour Tobrouk", "Le sous-marin Casablanca", documentaire : "Le 8 novembre 1942"), les femmes dans la Résistance (film : "Blanche et Marie"), documentaires : "Danielle Casanova", "Résistants, de l'ombre à l'oubli" et les fusillés (film : "Mont Valérien, au nom des fusillés"). L'ensemble de ces films et documentaires s'est accompagné de débats - animés par

des historiens tels Robert Colonna d'Istria et Antoine Germa - avec certains de leurs réalisateurs (Bernard Karsenty, Marie Cristiani, Paul Filippi, Daniel Mondoloni, Jacques Renard) et des grands témoins : Georges Weinberger, ancien déporté à Auschwitz et Buchenwald, Sébastien Piera, républicain espagnol, Louis Gicquel et René Cardot, anciens sous-marins du "Casablanca", Bernard Karsenty, résistant d'Alger et ancien du cabinet militaire du général de Gaulle, Lucie et Raymond Aubrac, ainsi que Pierre Orsoni, Jean-Baptiste Fusella et Jérôme Santarelli, acteurs de l'insurrection corse...
Durant tout le festival, 182 entrées "tous publics" furent enregistrées sur le site de Marina et à Ajaccio, faisant ainsi de ce 3ème Cycle du film "Résistance" une manifestation culturelle et de mémoire d'une ampleur soulignée par les différents médias de la presse écrite et audiovisuelle corse. Parmi les nombreux moments d'émotion que connut cette présentation de films consacrés à l'antifascisme, à la Résistance et la Déportation, les participants se souviendront du bouleversant témoignage et de l'humanisme de Georges Weinberger.
Ce Cycle a été aussi - surtout - un grand moment de transmission de la mémoire des combats de la Résistance et encore plus des valeurs qui motivèrent les Résistants : 546 élèves de classes primaires, de collèges et lycées ont assisté avec leurs professeurs, sur le site de Marina ainsi qu'aux cinémas le Bonaparte et l'Aiglon à

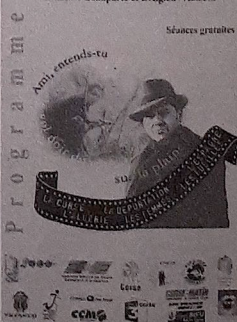
Ajaccio, à des projections "à la carte" commentées par Georges Weinberger, Antoine Germa, Antoine Poletti et Jacques Varin ainsi qu'à des conférences de Lucie et Raymond Aubrac dans les deux L.E.G. ajacciens.
Cette acquisition de la mémoire par les jeunes générations fut évidente avec la présentation d'un remarquable travail - salué par tous - réalisé dans le cadre du Concours de la Résistance et de la Déportation par cinq élèves de 1^{er} du Lycée Alphonse-Daudet de Nîmes : un DVD consacré au parcours d'une Française libre vivant aujourd'hui dans le Gard.
A l'évidence, le succès, au-delà même des limites insulaires, de ce 3^e Cycle du film "Résistance" d'Ajaccio-Porticcio - qui s'est achevé par la lecture de lettres de fusillés et l'interprétation de Chants de la Résistance par le groupe U Cevalu et Jean-Paul Poletti - appelle l'organisation d'un 4^e l'année prochaine, lequel pourra être encore plus un de ces rendez-vous dont la mémoire a besoin pour que "la flamme de la Résistance" ne s'éteigne pas. 7 adhésions ont été faites aux "Amis(e)s de la Résistance (ANACR)".
1 Caisse Centrale d'Activités Sociales du Personnel des Industries Electriques et Gazéaires et Caisse Mutuelle Complémentaire d'Action Sociale.
2 Trois d'entre eux - Lisa Favre, Cécile Hugo-Jeanin et Romain Maneschi - étaient présents à Porticcio avec leur professeur, Mme Nadine Vicenzi. Marianna Cerna, pour la musique et la mise en polyphonie à 4 voix de "La Chanson des V", interprétée par la chorale de la classe, et Claire Camus, pour la voix off, étant les deux autres réalisateurs du DVD.

3^{ème} cycle du film

"RÉSISTANCE"

du 12 au 18 avril 2004

CCAS Marina Porticcio
Cinéma Le Bonaparte et l'Aiglon - Ajaccio



60 ANS APRES 1944 : UNE REVENDICATION DE JUSTICE ET D'EQUITE

C'est un fait : en cette année 2004 qui voit et verra la célébration du 60^e anniversaire des événements décisifs qui jalonnèrent et marquèrent l'année 1944, des centaines de survivants doivent encore affronter les arcanes administratives pour tenter d'obtenir une reconnaissance officielle de leur engagement dans la Résistance. Si 588 dossiers de demande de carte de Combattant Volontaire de la Résistance ou de Combattant au titre de la Résistance ont été déposés devant l'administration en 2002 et sont un peu moins nombreux en 2003 et en ce début de 2004, il apparaît à l'évidence qu'y compris celles et ceux qui ont aujourd'hui disparu, des milliers de résistants n'ont pas reçu la moindre marque de reconnaissance de la part des Pouvoirs Publics. Certes, on peut considérer que certains demandeurs ont fait preuve d'une certaine négligence, mais, au soir de leur vie, n'est-il pas légitime qu'ils veuillent laisser trace de la période au cours de laquelle ils

ont mis leur existence en jeu pour la libération de leur pays ?

Un questionnaire utile

C'est pour avancer dans la voie d'une juste reconnaissance des services accomplis dans la Résistance que l'A.N.A.C.R. a établi un questionnaire adressé à de nombreux responsables connaissant bien ces questions dans l'ensemble des départements de notre pays, pour faire le point, préciser les prises de position des anciens résistants qui seront présentées aux décideurs, aux élus, à l'autorité gouvernementale. Il est temps... pensera-t-on. Oui, il est urgent de trouver des solutions à un problème non véritablement résolu. Il apparaît dès maintenant qu'une très nette majorité, qu'une quasi unanimité se prononce pour que les titulaires de la Médaille de la Résistance ou de la Croix de Guerre au titre de la Résistance se voient attribuer – de droit – le titre de C.V.R.

Près de 80 % se prononcent pour que les résistants reconnus comme tels aient droit à la Croix du Combattant Volontaire. La situation, dans chacun de nos départements, n'est pas identique en ce qui concerne le nombre de demandes ou l'état de fonctionnement des commissions départementales, mais l'accord sur les positions de principe est évident.

Le Titre de Reconnaissance de la Nation ou un diplôme d'honneur

Parmi celles et ceux qui n'ont reçu aucune marque de reconnaissance officielle pour leur participation au combat libérateur, certains ne remplissent pas les conditions exigées pour l'attribution de la Carte de Combattant ou de la Carte de C.V.R.. Que l'on songe qu'un F.F.I. du Vercors, des Glières, du Mont-Mouchet, de St-Marcel, ou de tout autre maquis, dont les services ont été homologués par l'autorité mi-

litaire (Certificat d'Appartenance aux F.F.I., modèle national) qui a appartenu deux mois et demi à une unité combattante n'a droit à rien.

C'est notamment pour ces combattants que l'A.N.A.C.R. et d'autres associations, que la grande Confédération qu'est l'U.F.A.C., demandent le Titre de Reconnaissance de la Nation ou - au minimum - un diplôme d'honneur.

La justesse des propositions présentées est corroborée, par exemple, par les membres de la Commission Nationale des Combattants Volontaires de la Résistance lorsqu'ils donnent un avis favorable à l'attribution du titre sous le motif : "L'intérêt est titulaire d'une citation pour son action dans la Résistance".

Non, pas d'attribution automatique, pas de laxisme, mais en cette année des 60^e anniversaires, nous demandons – avant que cela devienne sans objet – des mesures de bon sens, de justice, et d'équité.

Jacques Weiller

JOURNEE NATIONALE DE LA RESISTANCE, LE 27 MAI

L'instauration d'une Journée nationale est de la compétence des Pouvoirs publics, du gouvernement en premier lieu ; un exemple récent – contesté quant à la décision prise – est là pour le confirmer. C'est pourquoi nous avons depuis plusieurs années présenté notre demande d'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance le 27 mai à tous les ministres qui se sont succédés. Nous l'avons fait directement, notamment lors de nos congrès nationaux, ainsi que par l'intermédiaire de plus de 250 députés et sénateurs, de tous les groupes – sans exception – de l'Assemblée nationale et du Sénat, expression d'une volonté nationale dépassant les clivages politiques normaux dans une démocratie. Nous citons ci-dessous quelques extraits de leurs prises de position :

Alain Juppé, ancien Premier ministre, député (UMP) : "Vous avez bien voulu me faire part de la proposition de l'ANACR que soit instaurée une Journée Nationale de la Résistance. Notre pays a eu le courage de regarder en face les pages les plus sombres de son Histoire, sans se cacher les fautes commises en son nom et les responsabilités collectives. La Journée Nationale de la Déportation, le 29 avril, symbolise notamment ce devoir de mémoire. Il est, selon moi, aussi important qu'il honore solennellement ceux qui, dans la Résistance intérieure ou dans la France libre, ont combattu la barbarie que ceux qui en ont été les victimes. J'ajoute que cette journée serait l'occasion d'une action pédagogique indispensable en direction, notamment, des plus jeunes. C'est pourquoi j'appuie sans réserve cette initiative."

Alain Biquet, président du Groupe communiste à l'Assemblée Nationale : "J'ai pris connaissance avec le plus vif intérêt de votre courrier m'informant de la campagne lancée par les "Amis de la Résistance (ANACR)", en faveur de l'instauration d'une journée nationale non chômée, qui permette de rappeler, notamment à l'attention des jeunes générations dans les établissements scolaires, l'action de la

Résistance et les valeurs sur lesquelles elle appuya son combat libérateur. C'est très volontiers que je vous adresse une déclaration de pleine adhésion à cet objectif."

Gilles de Robien, aujourd'hui ministre de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du Territoire, du Tourisme et de la Mer (UDF) : "Parce que j'ai la conviction que les jeunes Français doivent être sensibilisés aux valeurs de la Résistance, j'appuie la demande d'instauration, chaque année, d'une "Journée Nationale de la Résistance", le 27 mai ou le jour ouvré le plus proche, journée non chômée et durant laquelle une information sur la Résistance, son combat et ses valeurs serait faite dans les établissements scolaires. Je souhaite que la création d'une telle journée soit un moment de citoyenneté et de fraternité. Dans l'espoir de voir votre démarche aboutir rapidement..."

Robert Badinter, ancien ministre, ancien Président du Conseil Constitutionnel, sénateur socialiste : "C'est bien volontiers que je vous donne mon accord pour que soit instaurée une Journée Nationale de la Résistance, chaque année, le 27 mai - ou le jour ouvré le plus proche - journée non chômée durant laquelle une information sur la Résistance, son combat et ses valeurs, serait faite dans les établissements scolaires."

Philippe Douste-Blazy, aujourd'hui ministre de la Santé (UMP) : "Vous m'avez informé qu'à l'initiative du Comité Départemental de la Drôme, l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance souhaitait que soit instaurée une Journée Nationale de la Résistance le 27 mai, date où fut créé le Conseil National de la Résistance sous la présidence de Jean Moulin. Bien sûr, je comprends et je partage les motivations qui vous animent. Il est, en effet, essentiel de maintenir la mémoire de la Résistance... A Toulouse, cette commémoration a lieu... à l'initiative de l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance. Elle se concrétise par une cérémonie au pied du Monu-

ment de la Résistance et de la Déportation de Toulouse."

Noël Mamère, député (Verts) : "J'approuve votre demande d'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance et j'espère que vous aboutirez."

Dominique Perben, aujourd'hui ministre de la Justice (UMP) : "Vous avez bien voulu me faire part de votre souhait de voir instaurer une "Journée Nationale de la Résistance", le 27 mai, journée durant laquelle les jeunes générations pourraient être sensibilisées au combat mené contre l'occupant de 1940 à 1944. Mon appartenance à une formation politique fidèle aux idées et aux actions du Général de Gaulle me conduit tout naturellement à apporter mon soutien à cette initiative visant à poursuivre le travail de mémoire sur une période difficile de l'Histoire de France."

Claude Estier, Président du Groupe socialiste au Sénat : "J'appuie volontiers votre demande d'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai."

Renaud Dutreil, aujourd'hui ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat (UMP) : "J'ai bien reçu votre lettre et trouve excellente votre idée. Bon courage dans votre mouvement et recevez toutes mes amitiés."

Nicole Borvo, Présidente du groupe Communiste Républicain et Citoyen du Sénat : "J'appuie la demande d'instauration chaque année d'une "Journée Nationale de la Résistance, non chômée et durant laquelle une information sur la Résistance, son combat et ses valeurs serait faite dans les établissements scolaires."

Philippe Briand, aujourd'hui secrétaire d'Etat à l'Aménagement du territoire (UMP) : "Vous proposez là une initiative que je trouve intéressante car elle s'adresse autant à celles et ceux qui ont vécu cette douloureuse période de l'Occupation, qu'à la jeunesse qui a besoin de savoir, de comprendre, et d'assimiler ce que fut "cette armée des ombres et de

la nuit". C'est donc bien volontiers que je soutiens votre idée..."

Raymond Courrière, sénateur socialiste, ancien ministre, Président de l'Association des maires : "Vous attirez mon attention sur le souhait de l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance que soit instaurée une "Journée Nationale de la Résistance" le 27 mai ou le jour ouvrable le plus proche. Cette journée serait une journée d'information sur la Résistance pour les établissements scolaires. Je souscris à cette demande..."

De nombreuses autres personnalités nous ont fait part de leur soutien explicite, tels **Jacques Barrot**, ancien président du Groupe UMP à l'Assemblée nationale ("Je suis, en effet, favorable à l'instauration d'une journée nationale de la Résistance dans la mesure où nous devons aider à diffuser l'esprit de la Résistance, notamment auprès des jeunes générations."), **Anne-Marie Idrac**, ancienne ministre, UDF ("Vous m'avez sollicité pour appuyer votre demande d'instauration d'une journée nationale de la Résistance le 27 mai... C'est bien volontiers que j'accompagne votre démarche, d'autant plus que mon père, André Colin, fut membre du C.N.R. et que j'ai moi-même été élevée à la lumière des valeurs patriotiques, démocratiques et humanistes des Résistants"), **Hervé Morin**, Président du Groupe UDF à l'Assemblée Nationale, **François Léotard**, **Xavier Deniau**, **Jacques Pelletier**, **Louis Mermaz**, **Christian Bergelin**, **Martin Malvy**, anciens ministres ; les **Conseils régionaux** du Limousin, d'Aquitaine et de Bourgogne, les **Conseils généraux** de Haute-Vienne, Drôme, Nièvre, Lot-et-Garonne, Allier, Tarn-et-Garonne, Côtes d'Armor ont fait de même par délibération majoritaire voire parfois unanime. Plusieurs centaines de **Conseillers régionaux** et **généralistes** de **municipalités** se sont prononcés dans le même sens.

Il y a là, à travers les élus du peuple dans leur diversité, l'expression d'une aspiration profonde à laquelle aucun faux-fuyant ne peut être la réponse.

AVIS DE RECHERCHE

Je recherche M. GOLDSCHNEDER – de son nom d'emprunt Jean Chaffour – qui s'est caché à Talny (Yonne) en 1943-1944 chez Octave et Olga Cheminant. D'origine juive, il a été hébergé avec une jeune femme nommée Nina. Contacter Mme Nadia Varin ; tél. : 03 86 55 13 74.

Résistance dans le Jura. Serait-il possible d'avoir des renseignements sur Pierre LARCENEUX, responsable régional, et Charles QUILLET, commandant les maquis de Vadans puis de Fontenay, ou autres informations concernant les opérations et les Résistants. Contacter Claude Vandaneigen, 4 résidence d'Ombréval. 95330-Domont.

Vierzion, le 18 Août 1944, un détachement allemand en retraite, provenant probablement de la côte Atlantique a fusillé 5 civils inconnus qu'il détenait comme prisonniers. Leur signalement est le suivant :

1) Femme : 30 ans environ, cheveux blonds, lunettes écaillée blanche, corsage rose, jupe noire motifs rouges et bleus, veste grise et noire, ceinture rouge, jambes nues, souliers de sport. 2) Homme : taille 1 m 75, 30 ans environ, cheveux longs châtain, chemise bleue portant le n° 2152 – 19/01/1938, caleçon de laine vert, pantalon gris rayé bordeaux, socquettes blanches. 3) Homme : taille 1 m 80, 35 ans environ, forte corpulence, cheveux châtain, chemise bleue, pantalon de golf gris clair, chaussures noires, montre de poche métal noir. 4) Homme : taille 1 m 70, cheveux châtain, chemise bleue, pantalon gris rayé de noir, chaussures daim marron, portefeuille contenant 120 Frs et médaille de St-Christophe. 5) homme : 25/30 ans environ, 1 m 70, cheveux châtain, maillot

de sport blanc, short bleu, chaussettes bleues, alliance main gauche. Ces personnes, dépourvues de papiers d'identité ont été inhumées comme "civils Inconnus" dans un Cimetière de la Ville. Contacter : M Demnet Marcel, 3/34 rue Bobby-Sands, 18100-Vierzion.

Enseignant (professeur d'histoire géographique) à Tours et adhérent aux Amis de la Résistance (ANACR), section de Buzançais (Indre), j'effectue une recherche permanente sur le thème de la guerre aérienne dans l'Indre de 1940 – 1944. Recherche de témoins, d'informations, de photos sur les bombardements aériens, les chutes d'avions, les réseaux d'évasion de pilotes alliés, les parachutages, les atterrissages clandestins, les mitraillages aériens (ex de la colonne Elster à l'été 1944). Contacter M. Philippe Canonne, 1 rue Balzac. 37700. La Ville-aux-Dames canonne.phil@wanadoo.fr

Je recherche des renseignements sur les maquis du nord de l'Ille-et-Vilaine, ainsi que sur le groupe de Résistance Buckmaster qui se trouvait dans les environs de Saint-Aubin-du-Cormier. Contact : seb.hubert@wanadoo.fr

Qui aurait des renseignements sur Germain BARON, né à Besançon aux alentours de 1920 et qui serait entré en Résistance ? Contacter Alain Thomas, 12 allée des Vignes. 89700-Tonnerre Qui pourrait m'indiquer où se trouve le "Château

du Moulinet" où furent cachés jusqu'à la Libération de très jeunes enfants Juifs qui auparavant, sous prétexte de soins à donner par des assistantes sociales, avaient été sortis du Vélodrome d'hiver où ils avaient été internés avec leurs parents après la rafle dite du Vel' d'Hiv des 16 et 17 juillet 1942 et dirigés vers l'Hôpital Rothschild (Paris 12^e) où certains restèrent de quelques jours à deux ou trois mois ? Peut-être quelqu'un a-t-il connaissance des actes de Résistance menés à l'Hôpital Rothschild notamment par Claire HEYMAN ou Pierre DUPONT ? Contacter : Gisèle Pieronnet, 77150 - Le Montcel-de-Verdelot. Tél : 01 64 04 87 27

Recherche, pour un livre sur la Résistance dans le Guillevin/Queyras (Hautes-Alpes) des informations sur les familles de Louis DUNOGIER, chef de maquis d'Aiguilles, et de Roger PICHARD, ravitailleur du maquis de Guillevin. Contacter : Raymonde Meyer, les Alberts, 05100-Briançon. Tél : 04 92 21 09 87

Qui pourrait donner des renseignements sur Thadé MARKOWICZ, né le 13 mars 1920, arrêté en Corrèze, et déporté à Buchenwald, transport 420, parti de Toulouse le 31 juillet 1944 et arrivé à Buchenwald le 6 août 44. Il résidait à Tulle en 1942-43. Perdu de vue depuis 1944, à son retour de Buchenwald. Contacter : Roger Salesse, 15 rue des écoles, 19150 - Laguenne.

Qui pourrait donner des renseignements sur Stéphane JANKOWSKI, résistant d'origine polonaise, appartenant au "réseau Monica", et qui combattit dans la région de Grenoble / Lyon ? Contacter : René Paget, 120 chemin de la Corva, 38530 – Pontcharra.



Cette photo a été prise au lendemain de la Bataille de Langon (sud de la Gironde) en août 1944. Les trois plus grands, debout, originaires de Béziers, étaient appelés "les Biterrois", le 4^e, casqué à la main, est un inconnu, à gauche, accroupi, moi-même Pierre Vergès, assis, blessé : "Guidicelli", de Toulon, appelé "Toulon", et le dernier, accroupi à droite, un Parisien dit "Dédé". Qui pourrait m'aider à identifier les personnages de cette photo ? Contacter : Pierre Vergès, "La Chassagne", 23200 – Aubusson.

LA VIE DE L'ASSOCIATION

SAVOIE

C'est en présence de M. Roger Rinchet, sénateur-maire de Montmélian et de Mme Béatrice Sautais, conseillère générale du canton, que s'est déroulé dans cette ville le congrès départemental de l'ANACR de Savoie conjointement à celui des "Amis", avec plus d'une centaine de participants.

Après les mots de bienvenue, le secrétaire du Comité départemental présente le rapport moral et d'activité, rappelant les raisons d'être de l'ANACR et ses combats en faveur de la mémoire authentique des combats de la Résistance, que les négationnistes et les révisionnistes essaient de falsifier. Puis il évoqua longuement la bataille menée dans le département en faveur de l'instauration d'une "Journée Nationale de la Résistance", le 27 mai : 100 communes sur les 300 du département y sont favorables, dont 12 villes chef-lieu de canton ; chaque année un rassemblement est organisé à Albertville, dont Jean Moulin fut le sous-préfet. Fut évoquée aussi la scandaleuse affaire Papon.

En l'absence pour raisons de santé de Robert Perrier, responsable départemental, Camille Labrude présente le rapport d'activité du Groupe d'"Amis" de Savoie qui, outre la participation aux cérémonies de Terrenoire en juillet, concourt au fleurissement des stèles. En juin eut lieu une sortie à Izieu avec des élèves de collège, et fut aussi rappelée l'organisation du traditionnel tournoi annuel de boules lyonnaises, qui abonde les finances du groupe... Quant au Concours de la Résistance - 200 élites (160 devoirs individuels) participant en 2003 - Résistants et "Amis" sont convenus de le développer.

Après avoir voté le rapport et sur le projet de résolution, Résistants et "Amis" entendent la lecture d'un message de Pierre Fugain, président de l'ANACR de l'Isère.

Puis il revenait à Simone Mariotte, Présidente nationale des "Amis" et membre associée du Bureau National, de conclure au nom de la Direction Nationale : "Dans la Savoie, rappela-t-elle, où l'autorité du Comité départemental de l'ANACR, acquise par plus d'un demi-siècle de lutttes, est incontestée, auprès des 281 adhérents résistants enregistrés fin 2003, il faut joindre les 347 "Amis de la Résistance (ANACR)". C'est un effectif déjà conséquent mais qu'à l'évidence il faut développer, notamment parmi les jeunes générations et surtout structurer pour porter une action spécifique apte à prendre la relève de celle de l'ANACR dès que nécessaire.

"Cette année est celle des soixantièmes anniversaires, celui du Programme du Conseil National de la Résistance dont la démarche progressiste et démocratique dans les domaines économique, social, politique et culturel reste d'une profonde actualité à l'heure des remises en cause de certaines des avancées qu'il permit à la Libération, celui des débarquements de Normandie et de Provence, dont le succès a pour une part importante dépendu de l'action y compris militaire de la Résistance lors de l'insurrection nationale qui les ont accompagnés, celui de la Libération de l'essentiel de la France avec la restauration de la légalité républicaine". Enfin, évoquant le congrès de Grenoble, elle souligna qu'il "importe en cette année du 60^e anniversaire de la Libération, d'en faire un succès éclatant. C'est pourquoi un effort particulier est demandé aux départements limitrophes de l'Isère pour qu'en plus de leur délégation, la plus nombreuse possible, un effort tout particulier soit fait pour que de nombreux adhérents et "Amis" assistent à la séance d'ouverture..."

PARIS

Comme chaque année, l'assemblée générale du comité du 10^e arrondissement s'est déroulée le 16 janvier 2004 à la mairie en présence de René Valle, vétéran d'honneur. On notait la présence de Serge Couillard, président de la CAFAC, André Migdal, président de la FNDIRP, Gérard Gavin, président de la FNACA, Claude Perret, secrétaire général de la FNACA, Albin Impérial de Résistance-Fer (cheminots). Ainsi que celle de Claude Urman. Le président Roland Joly, après avoir ouvert la séance, demanda un instant de recueillement à la mémoire des disparus en 2003. Puis il énuméra les nombreuses interventions du Comité au cours des diverses commémorations qui se déroulent en commun avec la C.A.F.A.C. tout au long de chaque année.

En ce qui concerne le développement et l'animation de la section des Amis de la Résistance, le concours de Mme Claudine Maenhout, professeur d'histoire retraitée, fut souligné : elle a déjà utilement pris contact avec des responsables de lycées collèges de l'arrondissement. Notons à ce sujet cinq nouvelles adhésions.

Yvette Prieto, trésorière, présente le rapport financier 2003.

RATP

Les Anciens Combattants de la Résistance et les "Amis de la Résistance (ANACR)" - de la RATP - se sont réunis en Assemblée Générale le 16 janvier 2004, en leur siège, 18 rue du Saint-Gothard à Paris.

Dans leur résolution finale, ils ont réaffirmé en commun "leur attachement à la pérennité des valeurs de la Résistance, toujours d'une brûlante actualité, se réjouissant qu'en 2003, année du 60^e anniversaire de la première réunion plénière officialisant la création du C.N.R. (Conseil National de la Résistance), celui-ci fut célébré avec éclat à la RATP et dans tout le pays..."

"...Alors que nous assistons à la mise en pièces des acquis du C.N.R. et de la Libération - écrit la résolution - les Résistants, Résistantes et leurs Amis de la RATP, unis au sein de l'ANACR, s'approprient à célébrer avec recueillement les grands soixanténaires de l'an 2004, rappelant les idéaux et l'action de la Résistance (en mars, le programme du CNR, en juin le débarquement en Normandie, en août l'insurrection nationale, le débarquement en Provence, la libération de la quasi-totalité du territoire national, en décembre la mort de Fabien et de ses compagnons sur le front d'Alsace)..."

"Les Anciens Résistants, Résistantes groupés au sein de l'ANACR et leurs "Amis" sont indécidablement attachés à la célébration du 8 mai 1945, victoire sur le nazisme, symbole intouchable de la victoire des peuples en Europe contre le fascisme et le racisme..."

"Les Anciens Résistants et Amis de la Résistance" réclament avec insistance l'attribution de la carte CVR aux titulaires de la Croix de Guerre au titre de la Résistance ou de la Médaille de la Résistance, ainsi que la délivrance du Titre de la Reconnaissance Nationale à toute personne ayant participé à la Résistance.

"L'adhésion massive d'Amis de la Résistance à l'ANACR - conclut la résolution - est l'indispensable condition de la pérennité des valeurs de "la Résistance qui fut l'Honneur de la France", selon le Général de Gaulle, valeurs qui constituent le socle le plus solide de défense des idéaux démocratiques et républicains."

HAUTE-LOIRE

Dans la nuit du 22 au 23 décembre 1943, 74 résistants enlevaient au Puy-en-Velay la statue en cuivre du général Lafayette, la soustrayant à l'occupant nazi, à la recherche de métaux non-ferreux pour son industrie de guerre et pour qui de plus le général La Fayette était l'un des symboles du combat émancipateur du peuple de France durant la Révolution française. Lui évitant ainsi la destruction, les Résistants cachèrent pendant de long mois la statue, dans une ferme non loin de Montagnac. En décembre 1945, une importante manifestation populaire accompagna le retour de la statue de La Fayette sur son piédestal.

Depuis, surtout à l'occasion des anniversaires décennaux, l'exploit des résistants du "Groupe La Fayette" est célébré avec ferveur par la population du Puy. Dimanche 11 janvier au matin, cette ferveur était au rendez-vous lors de la cérémonie qui se déroula en présence de Lucien Voile, l'un des deux membres survivants du "Groupe La Fayette", avec Maria Bernard, qui n'avait pu être présente.

Devant la statue, en présence de nombreuses personnalités, parmi lesquelles M. Xavier Brunetière, sous-préfet de l'arrondissement du Puy-en-Velay, Mme Arlette Arnaud-Landau, maire du Puy-en-Velay, MM. Jean Priol, député, Laurent Wauquiez, suppléant du député Jacques Barrot, Marcel Schott, président de la Communauté d'agglomération, le colonel Cozette, représentant le DMD, ainsi que de plusieurs personnalités et membres du Conseil municipal des Jeunes, Lucien Voile retraça les événements de décembre 1943 qui font aujourd'hui partie de l'histoire de la Haute-Loire.

"En cette fin du mois de décembre 1943, la ville du Puy et la Haute-Loire étaient occupées depuis un an. L'année 1943 a été celle du début du développement impétueux des maquis... D'autres actions importantes viennent d'avoir lieu chez nous, telles les deux premières évactions, de 26 puis 80 résistants, de la prison départementale du Puy, organisées essentiellement par nos camarades des FTPF." Lucien Voile rappela ensuite le contexte de l'enlèvement de La Fayette. Puis il dit sa confiance dans la jeunesse pour perpétuer le souvenir.

Après la cérémonie, Arlette Arnaud-Landau remettait à Lucien Voile et à Félix-André Bernard, représentant sa sœur Maria, la médaille de la ville. Elle évoqua alors à son tour cet acte hautement symbolique et les risques pris lors de ce "rapt" qui "prouvent la ténacité et la détermination de la résistance locale." Xavier Brunetière salua aussi "l'audace, le courage et la persévérance de ces résistants..."

LIBE-PTT

L'Assemblée Générale de Libé-PTT s'est réunie le 29 janvier 2004 salle des Congrès de l'ancien Ministère, avenue de Ségur à Paris, sous la présidence de Jean Blanchon, remplaçant Camille Trébosc, empêché par la maladie.

Après avoir invité à quelques instants de recueillement à la mémoire des disparus au cours de 2003. Jean Blanchon donna alors la parole au secrétaire général, Michel Delugin, pour présenter le rapport d'activité.

Celui-ci rendit en premier lieu hommage aux résistants des PTT, associant les dirigeants de Résistance PTT (organisation n'existant plus à ce jour) à ceux de "Libération Nationale PTT". Puis, il évoqua les principales activités de l'année écoulée, tout particulièrement les participations à des célébrations d'événements importants survenus en 1943 (accords du Perreux réunifiant la CGT, création du CNR, Libération de la Corse...) et à des initiatives telles que l'inauguration du monument aux fusillés identifiés du Mont-Valérien.

Ensuite, il insista sur le rôle de l'exposition de Libé-PTT qui, sans sous-estimer le rôle des personnalités, s'efforce de donner toute sa place dans la lutte contre l'occupant nazi et ses sbires pétainistes, à l'action de ces "petits" postiers qui détournaient les lettres de dénonciation, informaient les maquis des mouvements de troupes allemandes, sabotaient les installations de l'ennemi, etc. Lors de la Libération de Paris, la profession, après celle des cheminots, fut la première à s'engager dans la grève générale insurrectionnelle. Ce qui lui valut une citation officielle du Comité Parisien de la Libération (CPL).

M. Delugin fit aussi part d'une inquiétude sur le devenir des plaques commémoratives apposées dans des immeubles destinés à la vente. Certaines ont déjà été déplacées et se trouvent dans des lieux inaccessibles.

La parole fut ensuite donnée au trésorier, Marcel Carton qui nota l'érosion inéluctable du nombre d'adhérents résistants mais aussi la progression du nombre d'"Amis". Participèrent notamment à la discussion sur les deux rapports Georges Faraldo, un des plus anciens de Libé-PTT avec Lucien Berthe, qui évoqua ses souvenirs des premières réunions constitutives de l'Association.

Serge Lottier, président de l'Institut d'Histoire Sociale de la Fédération CGT des PTT, en évoqua la riche activité (sa revue "Relais", ses colloques, célébrations d'événements sociaux, etc.) et se félicita du partenariat fraternel avec Libération PTT sur les questions de la Seconde Guerre Mondiale. Puis David Chindaud apporta le salut de la Fédération syndicale CGT.

Il revenait à Louis Cortot, membre du Bureau National de l'ANACR, Compagnon de la Libération, de tirer les principaux enseignements des travaux. Il souligna l'action courageuse et combien précieuse de résistance du personnel des PTT durant l'Occupation. Il nota avec satisfaction la hausse des effectifs "Amis" de Libé-PTT, son activité de mémoire et rappela les batailles de l'ANACR, en premier lieu pour l'instauration d'une "Journée Nationale de la Résistance", le 27 mai de chaque année.

Après la clôture des travaux, une gerbe de fleurs était déposée au pied de la stèle du hall du Ministère et une minute de silence observée à la mémoire des morts pour la France. Le repas fraternel, fut pris sur place au restaurant administratif. se déroula dans d'excellentes conditions de convivialité et d'amitié.

MORBIHAN

L'assemblée générale annuelle du comité ANACR de Vannes s'est tenue à la caserne de la gendarmerie mobile de Mémur le 20 février dernier. Ouvrant la séance, le Président Marcel Bessonneau a salué la mémoire des camarades disparus l'année dernière.

La secrétaire, Marie-Louise Kergourlay, évoqua la remise des cartes et l'encaissement des cotisations 2004, le trésorier Pierre-Jean Jacquot fit le compte-rendu financier de l'année 2003 et évoqua la situation de la trésorerie au 31 décembre. Marcel Bessonneau présenta le compte-rendu d'activité de l'année 2003 (participation aux cérémonies, réunions inter-associations, réunions du comité du Concours national de la Résistance et de la Déportation).

Furent aussi évoqués des problèmes faisant actuellement l'objet de discussions et de décisions à l'échelon national : indemnisation des orphelins des victimes des crimes nazis, autres que ceux des familles juives dont le cas a été réglé séparément, relèvement des pensions de veuves de guerre, révision des pensions des Anciens Combattants ressortissants des anciens pays coloniaux ayant accédé à l'indépendance, relèvement de la retraite du combattant...

Après la réunion, un repas fraternel fut servi dans une salle du cercle mixte de la gendarmerie.

HAUTE-GARONNE

Le Comité ANACR de Haute-Garonne n'ayant pu - du fait de l'état de santé de plusieurs de ses membres - organiser son congrès départemental 2003, il lui a été substituée une assemblée générale statutaire le 10 janvier dernier.

Cette réunion a regroupé une assemblée compacte dans la salle municipale prêtée pour l'occasion par la municipalité de Toulouse. Des personnalités locales et départementales étaient présentes, parmi lesquelles M. Jean-Jacques Mirassou Vice-président du Conseil Général, M. le Docteur Naon, représentant le Maire de Toulouse, Mme Béatrice Tourty, Directrice régionale des A.C.V.G. M. Serge Marty, Directeur départemental de l'ONAC, M. Guy Darmanin, Président de l'U.F.A.C. de Haute-Garonne.

La réunion était placée sous la présidence de Jean Bories, accompagné de Louis Bonzom, Président, d'Henri Clavé et Lucien Viellard, vice-présidents de l'A.N.A.C.R. Les Présidents des Guérilleros, des Garibaldiens ainsi que des anciens Combattants du Ministère de l'Intérieur étaient présents.

Fut élu un nouveau Comité Directeur, lequel a par la suite élu le 19 mars le nouveau Bureau dans le quel sont intégrés trois membres associés issus de notre groupe d'"Amis"

Le traditionnel verre traditionnel de l'amitié termina la réunion.

VAR

L'année 1944 - l'année de la Libération - commençait. Ce fut aussi l'année où les nazis allaient multiplier les massacres.

Cette stèle, en pleine nature, devant laquelle on fait l'"appel des morts", évoque dans son émouvante simplicité le sacrifice suprême que durent consentir, voici 60 ans déjà, une poignée de jeunes gens aux prises avec des tuteurs déchaînés, en proie à la haine et à la peur panique du proche châtimement.

Le sang généreux des martyrs a arrosé la plateau. Ils ont lutté jusqu'au bout, à un contre vingt, jusqu'à leurs dernières cartouches. Les gens de Signes, et tous ceux qui, depuis 60 ans, viennent chaque 2 janvier au rendez-vous de la Limatte, ont la mémoire fidèle.

En ce début d'année 2004, comme de coutume, les cérémonies se terminèrent dans la salle des fêtes, où, en présence de nombreuses personnalités, René Nesle, président-délégué de l'ANACR et des "Amis de la Résistance", prononça un discours dont nous citons ci-dessous de larges extraits :

"Il y eut quelque chose d'admirable dans les derniers mois de la Résistance - devait dire André Malraux au Général de Gaulle ; c'est qu'alors, nous savions ce qui nous attendait. Après l'arrestation de Jean Moulin, Résistants et Résistantes ont réellement combattu en face de l'enfer".

"L'enfer, rappela René Nesle, les F.T.P.F. de la 1^{re} Compagnie de Provence l'ont connu au deuxième jour de l'année de la Libération. Ce furent sans doute les premiers tués au combat en France en 1944. Encerclés par environ 75 Allemands. Ils se battirent jusqu'à épuisement de leurs munitions, puis détruisirent leurs armes avant d'être faits prisonniers. 2 ou 3 réussirent à s'échapper, dont un blessé qui sera soigné par le Docteur Sauvet, de La Seyne. Le berger fut abattu. Alors commença le calvaire des dix maquisards.

"Ils sont forcés de creuser leur fosse. On retrouvera les pioches et les pelles avec la manche ensanglantée. Ensuite, ils sont fusillés. Pierre Valcelli portait 36 impacts d'armes blanches et avait un bras cassé. Deux maquisards de retour de mission sont interceptés. Ils seront déportés. Hénon ne reviendra pas.

"Les Signais Basset et Sansonetti ont commis le crime de transporter les corps suppliciés au cimetière : ils seront déportés et disparaîtront dans les camps de la mort.

"Pour la population aussi, c'était l'enfer. Elle s'est conduite avec une dignité extraordinaire, avant et après le drame de La Limatte... Cependant, la terre de Signes n'est pas qu'une nécropole. C'est une leçon d'histoire. De plus en plus de gens viennent au cours d'excursions, de marches, essayer de comprendre, de trouver le lien qui unissait si fort des hommes si différents... Les Résistants à Signes sont morts pour la France, même les étrangers. Ils ont donné leur vie, face aux Allemands ou à leurs complices, mais ils n'avaient pas de haine envers le peuple allemand, ils luttèrent contre le nazisme. Ils ont dit Non à l'Inacceptable, non à l'intolérance, au racisme, à la xénophobie.

"En fait, ils sont morts pour les Droits de l'homme, de la main de ses négateurs. Leur leçon demeure sur cette terre sacrée. C'est notre devoir de mémoire de la rappeler."

HAUTE-SAVOIE

Le congrès départemental de l'ANACR de Haute-Savoie s'est tenu le 18 avril dernier à Cluses, en présence de plus de 180 participants, Résistants et "Amis de la Résistance", dont le groupe de Cluses avait été - à la satisfaction de tous - chargé de l'organisation.

A la tribune avaient pris place aux côtés de Louis Mouchet, Président départemental de l'ANACR, et de Robert Lacroix, vice-président départemental, M. Jean-Claude Bellour, sous-préfet de Bonneville, M. Jean-Claude Léger, maire de Cluses, M. Pierre Devant, Conseiller général, Melle Falconnet, directrice de l'ONAC, M. le lieutenant-colonel Huaut, Président de l'UDAC, M. Constant Paisant, Président du Conseil d'administration du musée de la Résistance de Bonneville, Mmes Jeannine Choukroun et Andrée Dutarte, M. René Vitet, président du comité ANACR de Cluses, M. Jean-Paul Rigoli, président départemental des "Amis de la Résistance (ANACR), Hervé Thiébaud, "Ami" de Cluses", qui présida la séance. Jacques Varin représentait la Direction Nationale de l'ANACR.

Dans la salle étaient notamment présents MM. Accoyer, ancien sénateur, président du Comité d'organisation des cérémonies du 60^e anniversaire des Morettes, Mudry, conseiller général, plusieurs maires des communes du canton, ainsi que plusieurs présidents d'associations du monde Combattant.

Après les souhaits de bienvenue de M. le maire de Cluses, et une intervention de Wilfried Lantier, au nom des jeunes - membres ou non des "Amis" - si présents en nombre dans toute l'organisation du congrès, le rapport moral préparé par Louis Mouchet au nom du Bureau départemental - lequel, avec 573 adhérents, reste un des plus nombreux de France - fut lu par Marcel Roy.

Puis les congressistes entendirent une intervention de Jean-Paul Rigoli sur le développement, l'organisation et l'activité du Groupe départemental des "Amis", lequel compte aujourd'hui 375 adhérents. Constant Paisant intervint sur le Musée de Bonneville et sa prochaine réouverture, Robert Lacroix, souligna le rôle du "Trait d'Union", dont l'équilibre budgétaire nécessite un effort financier plus important. Enfin, le rapport financier sur les comptes fut exposé par Maurice Detraz.

Jacques Varin, au nom de la Direction nationale, après avoir dit l'exemplarité de la Résistance haute-savoie, dont les sacrifices sont connus de la France entière - il s'agit d'évoquer le Plateau des Glières -, rappela que les résultats de l'élection présidentielle de 2002, le score de l'extrême droite lors des récentes élections régionales, l'affaire Papon et le scandale du négationnisme à l'université Lyon-III soulignent s'il en était besoin l'importance du combat de la mémoire et le rôle à cet effet des "Amis de la Résistance". La bataille pour une Journée Nationale de la Résistance le 27 mai et les efforts pour faire du congrès de Grenoble, début novembre prochain, un moment important de la commémoration du 60^e anniversaire de la Libération, participant de cette volonté de faire que soit donnée à l'action de la Résistance toute son importance dans le succès des combats libérateurs de 1944.

Enfin, M. Jean-Claude Bellour, sous-préfet, souligna la signification profonde, démocratique et citoyenne de l'engagement depuis plus d'un demi-siècle des anciens Résistants au sein de l'ANACR.

La nouvelle direction élue, la résolution finale adoptée, les congressistes, précédés de la Batterie-fanfane et de l'Harmonie municipale de Cluses, accompagnés des autorités municipales et départementales, ainsi que de M. Martial Sadier, député-maire de Bonneville, se rendirent en cortège au Monument aux morts et à la Stèle de la Liberté pour y déposer gerbes et bouquets.

Puis les participants se retrouvèrent au Parvis des Esserts - où étaient présentées deux expositions réalisées par les Archives municipales de Cluses et le Musée de Bonneville - pour l'apéritif offert par la municipalité et le repas fraternel durant lequel fut présenté sur grand écran un documentaire réalisé par Laurent Dethès et Hervé Thiébaud sur des Résistants de Cluses, qui expliquèrent leur entrée dans la Résistance et le passage à la lutte armée, évoquèrent diverses anecdotes du combat clandestin, et délivrèrent un message de lutte et de confiance dans le futur aux jeunes générations.

PUY-DE-DÔME

Début décembre 2003, la classe de 3^e technologique du lycée professionnel Desaix de Saint Eloy-les-Mines, conduite par son professeur d'Histoire, M. Delbuis, a visité le musée de la Résistance ANACR de Saint-Gervais d'Auvergne.

Reçus par F.C. Maestracci, accompagnés par plusieurs "Amis de la Résistance", les élèves ont pu visionner les cassettes réalisées par le musée et se pencher sur les documents présentés. Les élèves ont ainsi préparé au mieux les réponses à un questionnaire élaboré par le professeur d'Histoire. Cette visite a plu à ces scolaires qui ont regretté de manquer de temps pour tout voir et se renseigner sur cette période de la résistance en Combraille.

NOS DEUILS • NOS DEUILS • NOS DEUILS

Chaque mois, les comités de l'ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distingueront dans les combats de la Résistance et de la Libération.

La Direction nationale de l'association et son journal adressent aux familles et amis des disparus, leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Joseph BORINATO (Savoie)

Engagé à 17 ans dans les rangs des partisans italiens du Val d'Aoste (Italie), il participe aux combats pour la libération de l'Italie. Bloqué dans la vallée de Valsanarache en Italie, après de durs combats, il échappe aux troupes allemandes en rejoignant la France par le col de la Galise en Haute Tarentaise. Il est alors incorporé avec son groupe dans une unité française. Pour son action courageuse, il reçoit la Croix de Guerre italienne et une distinction américaine. Etabli en France, il adhère à l'ANACR, dont il était membre du Conseil National depuis le congrès de Nevers en 2002.

Pierre MICHAUDET, Charles MARONAT, Maurice LAGARDE, Henri MEZIERE, Joseph DUBOIS (Savoie-et-Loire) Né en 1922, Pierre MICHAUDET était issu d'une modeste famille d'agriculteurs. Appelé aux chantiers de jeunesse en 1942, il reçoit dès sa libération une convocation pour le STO. Réfractaire, il entre alors dans un groupe de Résistants de sa région où, avec des camarades, il sert de passeur à des prisonniers évadés, des Juifs et autres personnes recherchées ; il participe également à des troupes d'armes. "Grilli" dans son village de Montcoy, où 8 habitants seront déportés, il arrive à la Maison-Blanche où, reprenant son métier, il travaille clandestinement à la boulangerie, poursuivant son activité de sédentaire. Il sera appelé en occupation en Allemagne.

Charles Maronat, ancien cheminot, était né en 1924 à Montchal, où il fut apprenti menuisier. Il vint ensuite travailler à la Tuilerie de Chagny, où il rejoignit le groupe FTP "Pierre Sémard", fondé par Léon Saccard. En novembre 1943, il fut l'un des 16 patriotes de ce groupe qui furent arrêtés et déportés. En janvier 1944, après un passage à la prison de Chalon, il est déporté à Buchenwald, dont il sera libéré en avril 1945. A son retour à Chagny, il entre à la SNCF. Né en août 1924, Maurice Lagarde entre très jeune à la "Mamu", où son père est employé. En 1944, il rejoint le Maquis de Brancion où son père est chef de groupe à la compagnie Tournesienne. Maurice participe à plusieurs sabotages et attaques de convois, à la libération de Tournais et aux combats pour celle du Creusot.

Henri Mazzière, outre à de multiples actions contre l'occupant nazi, participa à la grande bataille d'Autun en 1944 dans les rangs des FTP du régiment "Valmy". De 1944 à 1965, il occupa les fonctions de secrétaire de la région adhésive de Montceau. De 1946 à 1949 puis de 1955 à 1961, il siège au Conseil Général de Savoie-et-Loire.

Joseph Dubois, réfractaire au STO, va rentrer dans la résistance active au moment du débarquement du 6 juin 1944, rejoignant le groupe "Cherbourg" du secteur de Ligny. Il participe à toutes les opérations dans la région : barages, sabotages, parachutages, transport de matériels et d'armes, ainsi qu'à la libération de Mâcon.

L'ANACR de Savoie-et-Loire déplore aussi la disparition d'André ROMANN, de Bernard DEFRAN, André CAMUS, Georges MARTIN, tous résistants membres de l'ANACR, d'André DUVERNEY, "Ami de la Résistance (ANACR)".

André DUCHEMIN (Yvelines)

Entré en juin 1943 au mouvement Turma-Vengeance de l'Eure, il fut arrêté en janvier 1944 et incarcéré à la prison d'Evreux d'où il s'évada. Ayant repris le contact, il s'engagea comme sous-officier au 4^e bataillon de marche de Normandie. Il était membre de l'ANACR et responsable de la FNDIRP de Marly-le-Roi. Citoyen d'honneur de la ville d'Evreux, il était titulaire de la Médaille militaire, de la Médaille des évadés, de la Croix de Guerre, de la Croix du Combattant, de la CVR.

Giuseppe DORI, Blaise MARTINEZ (Isère) Issue d'une famille d'immigrés italiens ayant le chômage et le fascisme mussolinien, Giuseppe Dori travailla, à peine adolescente, dans une entreprise grenobloise. La guerre déclarée, son père s'engage dans l'Armée française. Quant à Giuseppe, elle "entre en Résistance". Avec l'organisation de la M.O.I., elle est du bataillon "Carnagole-Liberty", et participe aux côtés des Francoist, Stazio et Franco à de nombreuses actions et d'aide aux résistants malades ou blessés.

Blaise Martinez vient de nous quitter à l'âge de 79 ans. Né au Pégay de Roussillon de parents immigrés espagnols, il entre très tôt dans le monde du travail. Durant l'Occupation, il s'engage dans la Résistance et rejoint le maquis en 1944, participant à la libération du Pégay. Il sert aussi dans le Génie 211 B, ce qui lui vaudra la Croix de Combattant et le Titre de Reconnaissance de la Nation.

René BALLEREAU, Henri MARCHE (Gironde) Agé de 97 ans, René Ballereau avait servi en Syrie en 1927-1928, et été mobilisé du 2 septembre 1939 au 15 juillet 1940. En 1941, il est secrétaire de mairie à Lamotte-Landerron. Entré dans la clandestinité en 1942, il participe à la libération de la Réole, Langon et Bordeaux. Il était titulaire des Croix du Combattant et du C.V.R., de la Médaille Titre de Reconnaissance de la Nation, avec agrafe 1939-1945 et opérations extérieures.

Henri Marché, disparu à l'âge de 80 ans, FFI, avait poursuivi la lutte jusqu'en Allemagne, où il participa à un pénible passage du Rhin durant lequel 80% des hommes de sa compagnie furent blessés, tués ou noyés.

Jeannette HOLLEVILLE (Somme) Engagée à la 3^e compagnie du Vimeu en 1943, placée sous les ordres du Colonel Vaujoux, elle avait pour missions de transporter des armes, de donner des renseignements aux différents groupes de résistants du secteur, de les cacher et de signaler les mouvements ennemis. Elle réussit ainsi à sauver la vie d'un grand nombre de camarades. Bien que sa tête fut mise à prix par les Allemands, elle ne fut jamais arrêtée. Grande figure des Anciens Combattants de Mers et du Vimeu, elle continua sa croisade résistante à la section de l'ANACR de Gamaches. Elle était titulaire des Croix du Combattant et du CVR.

INDRE-ET-LOIRE

Le 15 février, le Comité de Tours-St-Pierre-des-Corps tenait son Assemblée générale. Jean Soury, Président, entouré de Suzanne Plisson, Présidente départementale, de Jean-Maurice Plaleport, Secrétaire des Amis, et de Mme Marie-France Beauvill, Secrétaire-Maire, présenta le rapport d'activité et le rapport moral, en insistant sur la nécessité de recruter des "Amis de la Résistance".

Fut évoquée ensuite une possible exposition sur la Résistance ou une participation à celle du Lochois. Le 60^e anniversaire de la libération de la ville de St-Pierre sera célébré le 1^{er} septembre prochain.

Un vin d'honneur clôtura la séance et une gerbe fut déposée au monument de la Résistance.

René FILHOL (Lot-et-Garonne)

Président départemental de l'ANACR depuis près de 60 ans, ancien instituteur puis professeur, René Filhol n'est plus Militant du parti communiste clandestin dès les premiers jours de l'Occupation, il sera en 1941 l'un des fondateurs du Front National pour l'Indépendance et la libération de la France qui donna naissance au FTFP, composante fondatrice des FFI. A la suite de la manifestation patriotique des Résistants agenis le 14 juillet 1942 contre le régime de Vichy, il est arrêté en octobre suivant par la 8^e brigade spéciale et emprisonné à la prison de Fargolles à Toulouse. Transféré ultérieurement à Eysses, il œuvre à la formation du "bataillon d'Esyces" qui tentera l'évasion le 19 février 1944. Placé sur une liste de "fusillables" par le sinistre Damand, il sera transféré dans une "réserve d'otages" à la prison de Blois mais échappera à cette mort programmée : conséquence du débarquement du 6 juin 1944 et de l'insurrection qui s'ensuivit, il est déporté à Dachau, d'où il reviendra en 1945. Son épouse Marguerite n'aura pas cette chance : elle décéda au camp nazi de Neu-Brandenburg. Dirigeant départemental de l'ANACR, il a joué un rôle essentiel dans la fondation et la rénovation du Centre de convalescence Delestrait-Fabien à Penne d'Agenais.

Léon TINTEROFF (Paris)

Porte-drapeau national de l'ANACR jusqu'à ce que la maladie l'empêche d'assumer cette fonction, membre du Comité Directeur du Comité de Paris, vice-président du Comité du XII^e arrondissement, Léon Tinteroff, combattant en 1940, démobilisé en avril 1941, participe à la Résistance dès mai 1941 puis est incorporé au Bataillon Carnagole-Liberty et participe aux combats dans le Vercors. A longtempes animé les actions de résistance dans les secteurs des œuvres sociales de l'ANACR, notamment les colonies de vacances pour les pupilles de la Nation, orphelins de résistants. Décédé en février 2004, sa conduite lui avait valu la médaille militaire, la médaille du Combattant Volontaire de la Résistance.

L'ANACR de Paris déplore aussi la disparition de Marie EVAN qui, médecin, mit pendant la guerre ses compétences au service de la Résistance, de Raymond ROTENSTEIN, ancien déporté au camp d'Aurigny, d'où il s'évada pour rejoindre Paris où il s'engagea dans une unité combattante F.F.I. (il était Croix du Combattant Volontaire 39/45, de guerre 19/45, de CVR), de Maurice LESLIEUR qui, ancien marchand forain, avait mis sous l'Occupation plusieurs locaux et appartements à la disposition de clandestins et qui, actif dans le milieu du cinéma - il avait avant la guerre créé Euriciné - favorisa sous l'Occupation la liaison avec ce milieu.

Jean THOMAS, Philippe VILLAZ (Haute-Savoie)

Disparu à 94 ans, Jean Thomas avait participé à de nombreuses actions, en étroite relation avec Frank Boujard, qui sera abattu par les miliciens. Il arbitra chez lui une partie d'un parachute d'armes et participa à la récupération de l'armement du 619, avion américain posé en catastrophe à Champagny. Dont l'évacuation sera hébergée à l'hôtel Boujard. Il fut mobilisé au 18^eème R.I. En 1943, la France étant entièrement occupée, il s'engagea dans la Résistance, chez les F.T.P.F. Sous-lieutenant à la compagnie 93-12, responsable du maquis de la "Quatre", au-dessus de Bret, il assume toute la logistique de ce camp composé de jeunes réfractaires au S.T.O. Le 22 juillet 1944, lors de la tragédie de St. Ginpil, pris comme otage, il a la vie sauve grâce à un concours de circonstances. L'Allemand chargé du contrôle des identités, a reconnu Philippe et son frère, dont il contrôlait habituellement les barques partant sur le lac ; il les relâche. Le 15 Août 1944, il participe avec son groupe, à la libération d'Evian et de la région.

L'ANACR de Haute-Savoie a aussi été endeuillé par la disparition de Berthe PACHOT (86 ans), qui travailla le maquis, d'André FUMEX, rescapé des Glières et maire honoraire d'Anancy, de Paul SERVOU (83 ans), de Xavier VERDELE, de Francis ROYER, de Marguerite NOVEL.

François GUELOU (Côtes-d'Armor)

Membre du Conseil d'administration depuis la naissance officielle en décembre 1997 du Comité des Côtes-d'Armor des "Amis de la Résistance (ANACR)" François Guelou, toujours présent depuis dans la lutte contre le fascisme et le négationnisme, et pour les valeurs de la Résistance, n'est plus.

Joseph LE DOUARON, André LAUDREN (Morbihan)

Président du Comité Cantonal de l'ANACR, R. du Morbihan, du Comité Départemental "Jo" Le Douaron, âgé de 83 ans. Malgré sa grave maladie handicapaante, il a dirigé avec dévouement l'ANACR du pays Pourleth. Réfractaire au S.T.O., il s'était engagé dans la Résistance à la Cie "La Mar-saillaise" commandée par le Capitaine Albert (Jean Dinahet), il était titulaire des Croix du Combattant, du C.V.R., du Titre de Reconnaissance de la Nation.

André LAUDREN est décédé à 81 ans. Il avait servi au 4^eème bataillon FFI. Le 1^{er} juin 1944, il part au maquis et rejoint le camp de Saint-Marcel. Il participe à la réception de parachutages d'armes et jepses puis à des sabotages des ponts de chemin de fer et lignes téléphoniques. Après l'arrivée des Américains, il combat sur le front de la Vienne et de l'orient sous les ordres du Commandant Caro. André était titulaire de la Croix du Combattant Résistant, de la Médaille de Réfractaire.

L'ANACR du Morbihan déplore aussi la disparition de Louis DREANO, ancien FFI, de Mathieu YVENAT, de Roger OLLI-TRAUT.

ISERE

Le 11 janvier, le Comité de Fontaine a tenu son assemblée générale en présence d'Alain Chapelaïs, Conseiller général, de Yannick Boulard, maire de Fontaine, de Christian Cogné, maire de Sassenage, de Robert Maeder, représentant le maire de Seyssinet-Pariset, de Gabriel Madeva, Président Départemental de l'ANACR, de René Mouchet, Président du Comité, Secrétaire Départemental.

Albert Potton a présenté le rapport moral, rappelé les activités 2003 et appelé à participer aux congrès départemental et national en 2004, aux cérémonies du 60^e anniversaire. Le rapport financier, présenté par le trésorier Stéphane Ardito, et le bureau, légèrement modifié, ont été approuvés à l'unanimité.

Bernard RIDOUX (Seine-et-Marne)

Jeune étudiant, il entra en résistance en 1941 au sein du Front Patriotique de la Jeunesse. Il appartenait alors à l'organisation des "Auberges de la Jeunesse" qui s'engagea dans le combat pour la Liberté. Participant à la distribution de tracts et de journaux clandestins, il fut arrêté en octobre 1943 et emprisonné à la prison de la Santé d'où il ne sortit qu'à la libération de la capitale. Il s'engagea alors dans le "Bataillon de Paris" commandé par le colonel Fabien. En 1984, il fut élu Président départemental des Anciens Combattants de la Résistance, succédant ainsi à Camille Marceau, fondateur avec Charles Piette de l'ANACR de Seine-et-Marne. Pendant 20 ans, il se consacra à cette responsabilité. Médecin, il fut maire de Veneux-les-Sablons de 1977 à 1984.

René PICOT (Haute-Loire)

Membre du comité directeur départemental de l'ANACR, ancien et très long temps trésorier, puis président de la commission de contrôle financier, René Picot, instituteur honoraire, est décédé le 23 février dans sa 86^e année. Titulaire des Croix du CVR et du Combattant, il était membre de la commission départementale d'attribution de la carte CVR.

Marguerite POTU (Loire)

Vaincue par son grand âge - elle avait eu 92 ans - Marguerite POTU, comme son mari Etienne, décédé il y a quelques années, avait pris une part active à la Résistance en distribuant la nuit, dans les boîtes aux lettres, des tracts anti-allemands et contre le "gouvernement" pétainiste de Vichy. Elle était titulaire des cartes du Combattant Volontaire de la Résistance et du Combattant en titre de la Résistance. L'ANACR de la Loire déplore aussi le décès de Marc RENARD, membre de la Demi-Brigade FFI d'Auvergne, de Marcel DESCROIX et d'Elisée GUILLON.

Cécile DELUGIN (Libé-PTT)

Epouse de Michel Delugin, secrétaire général de Libé-PTT, Cécile, née Allouche, était issue d'une famille résistante juive, son père avait été torturé à mort. Cécile et sa mère, arrêtées en application des lois raciales de Vichy, seront déportées à Auschwitz-Birkenau (convoi 77). Sa mère disparaît dès son arrivée au camp et Cécile, âgée de 16 ans, va connaître un lourd calvaire jusqu'à sa libération par les armées soviétiques. Très affaiblie, elle devra être soignée pendant de longues semaines avant d'être rapatriée en France. A son retour elle retrouvera ses sœurs et son jeune frère, qui ont échappé de justesse à l'arrestation grâce à la solidarité. Depuis cette époque, elle s'est consacrée à la défense des intérêts des déportés et de leur famille.

André BLANCHARD, Fernand LASFARGUE, René VIALE, Serge AUMARCHAND, Pierre MANTHIAT, René GAUTHIER, (Dordogne)

Le "Grand Défilé" - alias André Blanchard - sergent au sein de l'A.S.-Corde, grièvement blessé au combat de Rouffignac le 8 juin 1944 face aux éléments avancés de la "Das Reich", fut hospitalisé d'abord à Sarlat puis à Domme. La colonne allemande Wiltke, appartenant à la 1^{ère} Division blindée, ayant investi Domme le 25 juin, André Blanchard et un jeune maquisard - Bremaud, lui aussi blessé - quittèrent l'hôpital, alors tenu par les soeurs, pour se réfugier dans une grotte puis un caveau du cimetière pendant 2 jours et 2 nuits. Cela leur sauva la vie : ils ne revirent pas un résistant espagnol F.T.P.-M.O.I. - José Duerto Mendoza, dit "El Magna" - qui, trop grièvement blessé, n'avait pu les suivre et que les nazis fusillèrent le 27 juin 1944 devant l'hôpital.

Disparu dans sa 80^e année, Fernand Lasfargue rejoignit la Résistance en 1944 dans les rangs du 7^{ème} bat. sarladais des FTP, basé près de Saint-Génies, et placé sous la responsabilité du Commandant Rieu. Il participa à la libération de Périgueux, puis à la poursuite de l'ennemi à Razac-sur-Isle et Saint-Astier, avant d'être dirigé sur Bordeaux pour sa libération. Il est en 1945 sur le front du Médoc et de la Pointe de Grave, où il sera incorporé au 7^{ème} R.I.C. et nommé caporal. Envoyé peu après dans l'Est avec son régiment, il participe à la libération de l'Alsace, et termine son parcours résistant et combattant en Allemagne, d'où il est libéré en 1946.

Robert Viale (le Kaki) s'est éteint à 79 ans. Entré dans la Résistance en mars 1944, avec pour mission au sein d'un groupe de légaux d'assurer le ravitaillement, fournir des renseignements, préparer les contacts avec les groupes FTP du secteur. C'est dans la famille Viale ; à Lamothé-de-Villac son père hébergé 4 aviateurs américains lors d'un bombardement au dessus de Cognac. Le moment venu, Robert sera intégré à la 221^{ème} Cie F.T.P., où sa grande disponibilité et surtout sa grande connaissance du terrain en feront un élément précieux. Il était titulaire du Certificat national d'appartenance aux FFI et de la Croix du Combattant.

Serge Aumarchand était né en 1926. Engagé au sein de la demi-brigade A.S. de Tréfil, puis à la libération de Brive, engagé volontaire pour la durée de la guerre, il sera affecté dans une unité de l'armée de l'air jusqu'à la fin 1945. Il était titulaire de la Croix du Combattant, de la carte C.V.R. et du Titre de Reconnaissance de la Nation.

Pierre Nanthiat, décédé dans sa 80^eème année, s'était engagé dans le groupe A.S. de Mauges du Jura. Le 6 février 1944, il participera à la libération de Brive au sein de la demi-brigade A.S. de Tréfil puis, après avoir contracté un engagement pour la durée de la guerre, il sera affecté au 12^{ème}ème R.I., duquel il sera démobilisé le 22 novembre 1945.

René Gauthier était né en 1927. Très jeune, il entra dans la Résistance au "groupe Leduc" AS Dordogne-sud, collant aux effectifs, distribuant des tracts. Le 6 juin 1944, le groupe tint son PC dans sa ferme, à la paroisse de Saint-Genès. Les activités de ce groupe jusqu'au mois d'août puis il reprit ses études au collège de Belvès. Il était président cantonal de la POPAC et adhérent à l'ANACR depuis sa formation à Beaumont.

BAD GANDERSHEIM

Sous la direction de Paul Le Goupil

Bad Gandersheim était un commando de Buchenwald. L'un de ses rescapés, Jean Budan, conservait de nombreux documents sur le camp et l'univers concentrationnaire mais n'en parlait jamais. Un couple de ses neveux récupéra sa documentation lors de son décès, en 1993, et entreprit d'enquêter, de reconstituer l'histoire de ce commando, sous la direction d'un ancien déporté qualifié comme historien sérieux, auteur que nous avons déjà plusieurs fois évoqué, mettant en relief l'intégrité de ses évocations : Paul le Goupil. Le résultat est d'un grand intérêt.

L'un des documents de base cités à maintes reprises est le livre de Robert Antelme (ancien mari de Marguerite Duras) : "L'espèce humaine", que notre camarade Le Goupil qualifie à juste titre de "brillant témoignage d'un talent qui, hélas, n'éprouvera plus l'envie de s'exprimer". Un autre nom important de la littérature contemporaine, Georges Pérec, est également évoqué pour une précision importante : "A Buchenwald, ville de 40 000 habitants, l'organisation clandestine internationale contrôlait toute l'activité du camp. A Gandersheim, Kommando de 600 hommes, comme dans la plupart des petits commandos, ce furent les droits communs qui l'emportèrent. Le contrôle d'un camp par des droits communs signifie que la loi S.S. est aggravée au lieu d'être contrainte".

Une approbation de cette appréciation est venue du Ministère des Anciens Combattants. Là devait être fixée la référence aux études projetées sur les Marches de la Mort, mais l'auteur note tristement : "Etudes qui seront abandonnées faute de moyens financiers et de volonté politique". (Hélas...). De ce récit pourraient être extraits de nombreux passages. Retenons au moins celui-ci, qui a trait au départ de la Marche de la Mort, début avril 1945 : lorsque le S.S. Janke fit sortir des rangs les déportés incapables de marcher jusqu'au camp central de Buchenwald, sept déportés le firent, puis "là-dessus environ 32 à 35 hommes valides sortirent du rang parce qu'ils s'imaginèrent qu'ils seraient transportés dans un véhicule. On fit savoir à ces 40 hommes qu'ils seraient d'abord emmenés à Clus où ils seraient soignés par des sœurs gardes-malades et qu'ils suivraient ensuite en autos. Voilà comment ces 40 hommes furent non amenés à Clus, mais fusillés dans la forêt".

De temps à autre, quand même, une note que l'on oserait dire "consolatrice". Deux déportés aperçoivent un civil allemand qui, au-delà des barbelés électrifiés, arrache des betteraves sucrières. Accepterait-il de leur en donner une ? "... Connaissant l'opinion que la plupart des Allemands nourrissaient à notre égard, nous étions quasiment certains qu'il allait nous envoyer promener, voire même nous dénoncer aux S.S. Non ! Il a ramassé une betterave et nous l'a jetée au dessus de la clôture".

Robert Antelme a lui-même raconté, évoquant l'usine où on fait travailler les détenus : "Arrive une femme allemande... Elle met la main gauche dans la poche de son tablier, elle la sort fermée sur quelque chose... Elle m'a donné un morceau de pain blanc".

P. Le Goupil - 19 rue du Marais - 50760 Valcarville. 20 €.

ILS ONT FAIT LE SACRIFICE DE LEUR VIE...

Le prix de la Liberté dans l'Oise, 1940-1945

Préface de Robert Chambeiron
Publié par l'ANACR de l'Oise

"Dans la Résistance, il n'y avait pas de front, pas d'arrière, pas d'intendance, pas de bureau de recrutement. Un résistant était un engagé qui avait emprunté volontairement une route sans espoir de retour. Il fallait aller de l'avant. Le risque était partout. Quelle que soit la mission confiée, le danger était le même pour chacun. Les bourreaux ne faisaient pas de distinction. Pour lui, tous étaient des terroristes. Et quand ils n'arrêtaient pas ces derniers, ils prenaient leurs victimes dans la population..."

"Il faut - écrit Robert Chambeiron, président-délégué de l'ANACR, qui en ces quelques mots de sa préface vient de retracer ce que fut le combat de la Résistance et le martyre de la population qui le soutint - féliciter nos amis de l'ANACR de l'Oise et ceux qui les ont aidés dans ce travail de recherche patiente conduite durant de longues années..."

Ce "mémorial" - réalisé par le comité de l'ANACR de l'Oise avec le soutien de la direction de la Mémoire du Ministère de la Défense, est judicieusement structuré par arrondissement et par canton, ce qui permet de rassembler des notices par communes voisines - 411 sont mentionnées et étudiées - et ainsi de mettre en perspective des actions de résistance concernant plusieurs d'entre elles. Sont mentionnés non seulement les Résistants et leurs combats, les victimes du racisme nazi et vichyste mais aussi les sacrifices des Alliés pour la Liberté de la France : aviateurs abattus au dessus de la France ou soldats tués lors des combats de la Libération.

Sont recensés 1293 victimes - exceptées celles bombardements - et tués sous l'occupation hitlérienne, dont 288 déportés politiques, otages et résistants, 102 abattus ou tués au combat, 74 fusillés ou torturés... Au fil des pages, les noms de résistants plus connus par leurs responsabilités viennent prendre leur place dans ce long martyrologe, tels Yves Kermen, candidat communiste aux cantonales en 1937 domicilié à Faye-l'Étang et l'un des fondateurs à Paris des groupes armés de l'O.S., fusillé au Mont-Valérien le 17 avril 1942, Corentin Cariou, conseiller municipal communiste de Paris, interné au camp de Royallieu (auquel l'ouvrage consacre une notice) et fusillé à Moulin-sur-Touvent. Toutes les formes de Résistance, tous les courants de la Résistance ont payé leur tribut à la lutte : à côté des FTP, il y a des hommes tels, à Allennes, Maurice Pouget (Confrérie Notre-Dame) ou Pierre Thomas de l'ORA...

"Ils ont fait le sacrifice de leur vie..." Cet ouvrage - note Jean-Pierre Besse dans son introduction - "n'est pas une histoire de la Résistance dans l'Oise ni même de l'Oise entre 1940 et 1945, mais il est certain qu'à la fin de la lecture chacun aura une idée plus précise de ces deux sujets." Il a - écrit Raymond Zerline, président départemental de l'ANACR - "le mérite d'éviter que s'ajoute à la mort de nos camarades cette double mort qu'est celle de l'oubli. Nous leur devons notre liberté. Nous avons obligation de transmettre".

262 pages, 23 € port compris ; chez Emile Hérison, 79 rue Carnot, 60160 - La Croix-Saint-Ouen.

LES CRIMES DE LA DIVISION "BREHMER"

La traque des résistants et des Juifs en Dordogne, Corrèze, Haute-Vienne (Mars-avril 1944)

Préface de Roger Ranoux
Par Guy Penaud

"Un ouvrage sur l'action répressive de la division "Brehmer" en Dordogne, en Corrèze et en Haute-Vienne, dans les tous premiers jours du printemps 1944, est un livre utile à plusieurs titres. Avec une somme considérable de faits, de témoignages inédits, son auteur, Guy Penaud, nous offre le fruit d'un travail réussi, avec une méthode éprouvée dans la recherche de ce qui est utile à la parfaite connaissance d'un événement aussi lourd de conséquences dramatiques pour les habitants de ces départements... Je souhaite donc à cet ouvrage une large diffusion". Ainsi s'exprime dans sa préface "Hercule" : Roger Ranoux, président départemental de l'ANACR de Dordogne. Tout d'abord, l'auteur s'attache à établir la structure précise de l'appareil répressif civil, policier et militaire allemand dans la région, mais aussi plus largement dans l'ensemble de la France occupée. Ce qui permet de restituer les crimes de la "Division Brehmer" dans une chaîne de responsabilités dont bien peu - si ce n'est aucun - des responsables des forces d'occupation peuvent s'exonérer. Aux exactions de la Sipo-SD, viendront s'ajouter ceux d'une police supplétive "française" à leur service, la "Phalange Nord-Africaine" mise sur pied par le sinistre Henri Lafont avec Mohamed el Maadi, et dont des sections s'établissent à Tulle et à Périgueux début 1944.

Guy Penaud retrace aussi avec précision l'enracinement de la Résistance et la formation des maquis FTP, AS et ORA, dont l'activité militaire s'intensifie à partir de l'été 1943. En décembre 1943, 72 actions de la Résistance sont recensées la police en Dordogne, 188 en janvier 1944 et 369 en février. Lors d'une réunion, que Guy Penaud situe les 17 et 18 mars à Paris, le Haut état-major allemand décide d'intervenir avec force dans le Centre-Ouest pour y rétablir l'ordre et de constituer à cette fin, à partir de différents régiments de sécurité, une division spéciale ; laquelle va être connue sous le nom de son commandant, le généralmajor Walter Brehmer.

En mars et avril 1944, des colonnes infernales font régner la terreur en Dordogne, Corrèze et Haute-Vienne, s'en prenant non seulement aux "partisans" mais aussi à tous ceux - ils sont fusillés, parfois avec leurs familles, leurs fermes brûlées - supposés les aider par le renseignement ou le ravitaillement. Avec minutie, Guy Penaud, région par région, commune par commune - plusieurs centaines sont concernées - retrace le combat de la Résistance - le 28 mars 1944, elle capture la commission franco-allemande de Limoges - et le martyre de la population limousine : des centaines de victimes sont nommément évoquées.

Quant au général nazi, il restera en prison jusqu'en 1955, avant de finir sa vie à Hambourg en 1977. Si Laffont et ses complices de la Phalange Nord-Africaine furent fusillés, leurs mentors allemands, supérieurs ou subordonnés de Brehmer, parfois condamnés, furent toujours rapidement graciés... Tout cela est magistralement retracé et développé par ce livre de Guy Penaud.

428 pages, 28 €. Editions La Lauze, 24000-Périgueux

SOL DE COMPIEGNE

Tel est le titre d'un célèbre poème de Robert Desnos interné au camp de Compiègne avant sa déportation. Actuellement, subsistent de l'ancien camp deux baraques en fort mauvais état et des discussions sont en cours entre autorités régionales et associations de combattants et résistants pour savoir comment sauvegarder la mémoire en ce lieu tragiquement célèbre (avant même la déportation, 2 300 prisonniers furent fusillés ou disparurent, dans des conditions quelquefois inconnues, autour de Compiègne).

Il est question d'édifier un Mémorial de l'Internement et de la Déportation permettant la sauvegarde des deux baraques transformées en Musée. Le Président du Comité d'Entente des Associations de résistants et déportés, notre camarade Zerline, estime qu'un Musée "est fait pour apprendre, mais que bien souvent l'émotion y est absente", il souhaite le classement aux Monuments historiques des deux baraques. Le directeur de l'Office départemental des anciens combattants assure que ce projet est très attendu par le monde combattant. Mais il pense que "le gel de 18 hectares en ville n'est pas productif de mémoire en soi".

Souhaitons que l'accord se fasse et que, de toute façon, soit préservé le souvenir de l'un des hauts lieux du martyre français pendant la Seconde guerre mondiale.

ROMANS NOIRS ET IDEOLOGIE BRUNE

Un certain Maurice Dantec revendique le titre d'écrivain, s'appuyant sur le fait qu'il publie quelques romans noirs et policiers aux éditions Gallimard. Il y a aussi publié ses lettres de vœux au mouvement "identitaire", dont un membre maintenant connu mais non condamné, Brunerie, a tiré sur le Président de la République le 14 juillet 2002.

Dans la lettre qui a été révélée au public, le pauvre auteur en question explique qu'il s'est exilé au Canada parce qu'il préfère "les ours du Nord-Québec" aux bêtes sauvages. Bêtes sauvages qui sont les Juifs évidemment et les sans papiers venus notamment "de la Moldo-Slovaquie Orientale" pour occuper systématiquement les églises catholiques de ce pays (en l'occurrence il s'agissait du foyer des disciples de Mgr Lefèvre, démocrate bien connu (!) qui occupait illégalement l'église Saint-Nicolas du Chardonnet à Paris. Les Editions Gallimard ont durement accusé ces révélations, le directeur de la Série Noire déclarant : "je suis catastrophé". Cela lui a valu une récidive du personnage, demandant avec sa candeur lourdement affectée "Ça veut dire quoi, groupe d'extrême droite ?"

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration
79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS

Directeur de Publication : Jean-Emile FREIRE

REDACTION - ADMINISTRATION
79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS
Tél. : 01.44.64.80.60 - C.C.P. 4194-42 W PARIS
e-mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS
France 11 €
Etranger 13 €
Abonnement de soutien 25 €
Le numéro 2,5 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE
Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais
Edité par la S.A.R.L. FRANCE D'ABORD
Le gérant : Jean FREIRE
Commission paritaire des Publications
et Agences de Presse - N° 0308 A 06405
Imprimerie Multi Inco Pro Photo
3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris
Tél. : 01.40.03.96.60

5 ET 6 JUIN : RESISTANCE ET SOUVENIRS PHILATELIQUES



Les samedi 5 et dimanche 6 juin prochains, 60^e anniversaire du débarquement de Normandie et premier jour de la libération effective de la France, d'importantes célébrations se dérouleront au Centre Culturel de la Dombes, à Châtillon-sur-Chalaronne dans l'Ain.

Un bureau temporaire de la Poste, doté d'une oblitération spéciale en hommage à tous les Résistants de France, morts, disparus, survivants, sera ouvert les 5 et 6 juin de 9 h à 12 h 30 au Centre Culturel. Ces souvenirs ont été créés par notre camarade Jean Couturier, Président d'une des plus actives associations philatéliques qui se consacrent à l'histoire, notamment de la Résistance, de la Déportation et de la Seconde Guerre Mondiale. Un timbre à date sera dédié à un ancien responsable de secteur du département de l'Ain, Jean Decombe, blessé puis achevé sur place. Il sera apposé sur les souvenirs diffusés à Châtillon même au cours de l'exposition : 800 documents relatifs aux résistants, tous identifiés par des timbres commémoratifs et des oblitérations apposés à des dates anniversaires précises. Le Centre Culturel sera ouvert du samedi 5 au samedi 12 juin de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h.

Il est possible d'obtenir tous autres renseignements, notamment au sujet des souvenirs disponibles en écrivant ou téléphonant à Jean Couturier, Association A.M.I.S. B.P. 75 - 01400 Châtillon-sur-Chalaronne, Tél. : 04.74.55.03.34.